

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**SOUTIEN À LA CONSTRUCTION, LA RÉNOVATION ET LA SÉCURISATION DES COMMISSARIATS DE
POLICE NATIONALE ET CASERNES DE GENDARMERIE NATIONALE EN ÎLE-DE-FRANCE**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
ANNEXE 1 : FICHES PROJETS AIDE A L'IMPLANTATION DES FORCES DE SECURITE	9
ANNEXE 2 : FICHE PROJET ET CONVENTION SPECIFIQUES (DIPN 91)	20
ANNEXE 3 : FICHES PROJETS ET CONVENTIONS SPECIFIQUES (PP - DGGN)	31

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de participer au financement de la construction et de la sécurisation d'établissements ainsi qu'à l'acquisition d'équipements mobiliers pour un montant total de **3 789 021 €**.

1. Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Dans le cadre de la convention Région–État relative à l'équipement immobilier de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale, visant au renforcement de la sécurité en Île-de-France et adoptée par délibération n° CR 2021-063 du 23 septembre 2021, il est proposé de participer au financement de l'implantation des forces locales de sécurité pour un montant total de **2 149 000 €**, correspondant à **5 opérations** (5 fiches projets en annexe 1).

2. Sécurisation du stockage de drones et de batteries au lithium de la DIPN 91

Il est également proposé de financer, à hauteur de **100 000 €**, la création d'un local sécurisé dédié au stockage de drones et de batteries au lithium de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale de l'Essonne (DIPN 91).

Ce local sera conçu conformément aux normes les plus strictes pour prévenir les risques liés aux batteries lithium-ion (emballage thermique, dégagement de gaz toxiques, risque de ré-inflammation), garantissant ainsi une exploitation sûre et conforme aux exigences du SDIS et aux standards de sécurité de la Police Nationale (1 fiche projet en annexe 2).

Les modalités d'attribution de cette subvention sont précisées dans une convention conclue avec la Préfecture de Police de Paris (annexe 2).

3. Modernisation des équipements de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale en Ile-de-France.

Par convention en date du 23 septembre 2021, la région Ile-de-France, la Préfecture de Police de Paris ainsi que la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN) ont réaffirmé leur volonté d'agir pour renforcer la sécurité des Franciliens.

Cet engagement se traduit par la modernisation des conditions d'exercice des missions des forces de sécurité de l'État et par le renforcement de leur présence sur la voie publique afin de mieux lutter contre la délinquance et la criminalité.

À ce titre, il est proposé d'attribuer **8 subventions spécifiques**, pour un montant total de **1 540 021 €**, au bénéfice de la Préfecture de Police de Paris et de la DGGN, afin de moderniser leurs équipements (8 fiches projets en annexe 3).

Les modalités d'attribution de ces subventions sont précisées dans deux conventions conclues avec la Préfecture de Police de Paris et la DGGN (annexe 3).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 SEPTEMBRE 2025

SOUTIEN À LA CONSTRUCTION, LA RÉNOVATION ET LA SÉCURISATION DES COMMISSARIATS DE POLICE NATIONALE ET CASERNES DE GENDARMERIE NATIONALE EN ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1111-10 IV ;

VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée, relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-063 du 23 septembre 2021 établissant la convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier, et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 portant adoption de la charte « Diverses dispositions en matière de communication institutionnelle – 2^{ème} rapport 2023 » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-259 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à l'implantation des forces locales de sécurité », au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 149 000 €.

Affecte une autorisation de programme de 2 149 000 € disponible sur le chapitre 901 «Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (11001) «Bouclier de sécurité », action 11100101 « Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité » du budget 2025.

Article 2 :

Décide d'attribuer, au bénéfice de la Préfecture de Police de Paris, une subvention hors dispositif d'un montant maximum prévisionnel de 100 000 € pour le financement du projet relatif au stockage de drones et de batteries au lithium pour la Direction Interdépartementale de la Police Nationale de l'Essonne (DIPN 91). Le projet est détaillé dans la fiche jointe en annexe n°2 à la présente délibération.

Approuve la convention spécifique à passer avec la Préfecture de Police de Paris présentée en annexe n°2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention précitée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 100 000 € disponible sur le chapitre 901 «Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (11001) «Bouclier de sécurité », action 11100101 « Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité » du budget 2025.

Article 3 :

Décide d'attribuer, au bénéfice de la Préfecture de Police de Paris et de la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN), des subventions hors dispositif d'un montant total maximum prévisionnel de 1 540 021 € pour le financement des projets relatifs à la modernisation des équipements de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale en Île-de-France. Les projets sont détaillés dans les fiches jointes en annexe n°3 à la présente délibération.

Approuve les conventions spécifiques à passer avec la Préfecture de Police de Paris et la DGGN présentées en annexe n°3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions précitées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 540 021 € disponible sur le chapitre 901 «Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (11001) «Bouclier de sécurité », action 11100101 « Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité » du budget 2025.

Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS AIDE A L'IMPLANTATION DES FORCES DE SECURITE

DOSSIER N° 25003243 - Soutien à la sécurisation du commissariat de Police Nationale de L'Haÿ-les-Roses (94)

Dispositif : Aide à l'implantation des forces de sécurité (n° 00000786)

Délibération Cadre : CR2021-063 du 23/09/2021

Imputation budgétaire : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	250 000,00 € HT	40,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES
OUTRE-MER
Adresse administrative : 1 PLACE BEAUVAU
75008 PARIS CEDEX 08
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet de Police

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécurisation du commissariat de Police Nationale de L'Haÿ-les-Roses (94).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

L'entrée actuelle du commissariat de police de L'Haÿ-les-Roses (Val-de-Marne) présente un accès au public par une double porte non sécurisée, exposant les policiers et les usagers à un risque potentiel. Pour remédier à cette vulnérabilité, le projet prévoit la création d'un SAS sécurisé pare-balles, intégrant un système de contrôle des accès.

Ce nouvel aménagement permettra de contrôler strictement les entrées et sorties, tout en assurant un accès conforme aux normes PMR (Personnes à Mobilité Réduite). L'objectif principal est de renforcer la sécurité des agents et du public, tout en supprimant la nécessité d'un poste de garde statique à l'entrée.

Les travaux consisteront notamment en l'installation d'un SAS blindé, la mise en place de portes renforcées au niveau de l'accueil et la pose de protections métalliques sur les fenêtres exposées. Ce dispositif contribuera à dissuader toute intrusion et à garantir un accueil plus sûr et mieux maîtrisé.

Détail du calcul de la subvention :

Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, éligibles à la subvention régionale.

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 40% maximum.

Localisation géographique :

- L HAY-LES-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation du commissariat de Police Nationale de L'Hay-les-Roses	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de l'Intérieur	150 000,00	60,00%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	40,00%
Total	250 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25003244 - Soutien à la sécurisation du commissariat de Police Nationale de Savigny le Temple (77)

Dispositif : Aide à l'implantation des forces de sécurité (n° 00000786)

Délibération Cadre : CR2021-063 du 23/09/2021

Imputation budgétaire : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	83 333,00 € HT	39,60 %	33 000,00 €
	Montant total de la subvention		33 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES
OUTRE-MER
Adresse administrative : 1 PLACE BEAUVAU
75008 PARIS CEDEX 08
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet de Police

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécurisation du commissariat de Police Nationale de Savigny le Temple (77).

Dates prévisionnelles : 1 mars 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Le commissariat de police de Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) présente plusieurs points d'accès vulnérables aux intrusions. Afin de sécuriser durablement l'ensemble du site, un plan de renforcement global des accès a été élaboré.

L'opération consiste à protéger la cour arrière, notamment l'accès au parking, par l'installation de concertina et le barreaudage des fenêtres du rez-de-chaussée à l'avant et à l'arrière du bâtiment. Un rideau métallique sera mis en place à l'entrée principale pour prévenir toute tentative d'effraction.

Afin de mieux contrôler les accès, des lecteurs de badge seront installés sur tous les points d'entrée du site. Le dispositif sera complété par la mise en place d'une alarme pour une surveillance accrue et l'installation d'une porte renforcée côté parking réservée aux fonctionnaires.

L'ensemble de ces aménagements vise à garantir la sécurité des agents, protéger les locaux contre toute intrusion et assurer la continuité du service public dans des conditions optimales de sûreté.

Détail du calcul de la subvention :

Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, éligibles à la subvention régionale.

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 40% maximum.

Localisation géographique :

- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation du commissariat de Police Nationale de Savigny le Temple (77)	83 333,00	100,00%
Total	83 333,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de l'Intérieur	50 333,00	60,40%
Subvention Région (sollicitée)	33 000,00	39,60%
Total	83 333,00	100,00%

DOSSIER N° 25003245 - Soutien à la sécurisation du commissariat de Police Nationale du Blanc-mesnil (93)

Dispositif : Aide à l'implantation des forces de sécurité (n° 00000786)

Délibération Cadre : CR2021-063 du 23/09/2021

Imputation budgétaire : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	41 667,00 € HT	38,40 %	16 000,00 €
	Montant total de la subvention		16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES
OUTRE-MER
Adresse administrative : 1 PLACE BEAUVAU
75008 PARIS CEDEX 08
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet de Police

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécurisation du commissariat de Police Nationale du Blanc-mesnil (93).

Dates prévisionnelles : 1 mars 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Le commissariat de police du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) doit remettre en état son SAS extérieur suite à l'aménagement d'un accès adapté aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR). L'entrée actuelle nécessite d'être mise en conformité pour garantir une accessibilité optimale et renforcer la sécurité de l'accueil public.

Le projet prévoit ainsi le remplacement complet de la porte extérieure du SAS par un modèle plus sécurisé et automatisé pour faciliter le passage des personnes en situation de handicap. La porte existante sera déposée et son sens d'ouverture sera inversé afin d'améliorer la circulation et la sécurité.

L'intervention comprend également l'installation de nouveaux opérateurs d'ouverture et de fermeture automatiques, conformes aux normes PMR en vigueur. L'objectif est de permettre un accès fluide et sécurisé pour tous les usagers, tout en répondant aux exigences réglementaires d'accessibilité et de sûreté pour ce site sensible.

Détail du calcul de la subvention :

Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, éligibles à la subvention régionale.

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 40% maximum.

Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation du commissariat de Police Nationale du Blanc-Mesnil (93)	41 667,00	100,00%
Total	41 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de l'Intérieur	25 667,00	61,60%
Subvention Région (sollicitée)	16 000,00	38,40%
Total	41 667,00	100,00%

DOSSIER N° 25003246 - Soutien à la création du commissariat de Police Nationale d'Aulnay-sous-bois (93)

Dispositif : Aide à l'implantation des forces de sécurité (n° 00000786)

Délibération Cadre : CR2021-063 du 23/09/2021

Imputation budgétaire : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	18 160 000,00 € HT	5,51 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES
OUTRE-MER
Adresse administrative : 1 PLACE BEAUVAU
75008 PARIS CEDEX 08
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet de Police

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création du commissariat de Police Nationale d'Aulnay-sous-bois.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Le commissariat de police actuel d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) est installé dans une grande maison bourgeoise complétée d'un bâtiment préfabriqué datant de 1972. Ces locaux vétustes, exigus et inadaptés ne répondent plus aux besoins fonctionnels ni aux normes de sécurité exigées pour une activité de service public moderne.

La zone de sûreté du bâtiment préfabriqué est aujourd'hui non conforme et partage le même espace que le local du chef de poste, ce qui compromet la sécurité des personnels et des usagers. Par ailleurs, la première compagnie de sécurité et d'intervention (CSI 93), implantée sur un autre site, souffre également de locaux inadaptés à ses missions spécifiques.

Afin de remédier à ces contraintes majeures, le projet prévoit la construction d'un nouveau commissariat permettant le relogement et le regroupement sur un même site du commissariat de police et de la CSI, sur un terrain proposé par la mairie d'Aulnay-sous-Bois.

Ce nouvel équipement offrira des conditions de travail modernes, sécurisées et adaptées aux missions des 323 fonctionnaires de police affectés, tout en améliorant la qualité du service rendu à la population.

Détail du calcul de la subvention :

Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, éligibles à la subvention régionale.

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 40% maximum.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création du commissariat de Police Nationale d'Aulnay-sous-bois	18 160 000,00	100,00%
Total	18 160 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de l'Intérieur	17 160 000,00	94,49%
Subvention Région (sollicitée)	1 000 000,00	5,51%
Total	18 160 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25003247 - Soutien à la sécurisation et à la restructuration de la caserne de Gendarmerie Nationale Babylone (75)

Dispositif : Aide à l'implantation des forces de sécurité (n° 00000786)

Délibération Cadre : CR2021-063 du 23/09/2021

Imputation budgétaire : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'implantation des forces de sécurité	13 600 000,00 € HT	7,35 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES
OUTRE-MER
Adresse administrative : 1 PLACE BEAUVAU
75008 PARIS CEDEX 08
Statut Juridique : Ministère
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet de Police

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécurisation et de la restructuration de la caserne de Gendarmerie Nationale Babylone (75).

Dates prévisionnelles : 1 mars 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La caserne Babylone, située entre la rue de Babylone et la rue Oudinot (Paris 7e), est un ensemble de 6 bâtiments construits entre 1930 et 1935, regroupant 257 logements et des locaux de service sur près de 19.500 m². Proche de l'hôtel Matignon et inscrite au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du secteur, elle présente aujourd'hui des faiblesses majeures en matière de sûreté face aux risques d'ordre public, de délinquance et de terrorisme.

Un diagnostic de sûreté a mis en évidence l'absence de protection balistique du poste de garde, la vulnérabilité des accès véhicules et piétons, un système de vidéoprotection obsolète et une protection contre l'effraction insuffisante.

Le projet vise à mettre le site en conformité avec le référentiel sûreté de la gendarmerie nationale. Les interventions porteront notamment sur la sécurisation des accès, le renforcement balistique des façades, la pose de menuiseries extérieures anti-effraction (CR3/CR5).

Détail du calcul de la subvention :

Sont retenues au plan de financement prévisionnel les seules dépenses de travaux HT, éligibles à la subvention régionale.

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 40% maximum.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation et restructuration de la caserne de Gendarmerie Nationale Babylone (75)	13 600 000,00	100,00%
Total	13 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - Ministère de l'Intérieur	12 600 000,00	92,65%
Subvention Région (sollicitée)	1 000 000,00	7,35%
Total	13 600 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : FICHE PROJET ET CONVENTION SPECIFIQUES (DIPN 91)

DOSSIER N° 25003248 - Soutien à la création d'1 local de stockage et de sécurisation de drone pour la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN 91)

Dispositif : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

Imputation budgétaire : 901-11-204112-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	100 000,00 € HT	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS
75004 PARIS 04 RP
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'1 local de stockage et de sécurisation de drone pour la DIPN 91.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La Direction Interdépartementale de la Police Nationale de l'Essonne (DIPN 91) prévoit la création d'un local spécifiquement conçu pour le stockage sécurisé des drones et de leurs batteries au lithium. Ce local répondra aux normes les plus strictes pour prévenir les risques inhérents aux batteries lithium-ion : emballage thermique, dégagement de gaz toxiques, risque de ré-inflammation.

Actuellement, la procédure impose la présence permanente d'un fonctionnaire lors du chargement des batteries pour garantir une intervention immédiate en cas d'incident, ce qui mobilise des effectifs pouvant être utiles sur le terrain. Grâce à ce nouvel aménagement sécurisé — incluant une armoire anti-feu, des dispositifs de détection et des mesures adaptées de lutte contre l'incendie — ces risques seront fortement réduits et maîtrisés.

Ainsi, la sécurisation optimale du site permettra de limiter les interventions humaines superflues et de redéployer l'agent affecté à cette surveillance vers des missions opérationnelles. Le projet prévoit notamment des travaux de maçonnerie, d'électricité, de menuiserie, la mise en conformité incendie et l'installation d'équipements spécifiques, garantissant une exploitation sûre et conforme aux exigences du SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) et aux standards de sécurité de la Police

Nationale.

Localisation géographique :

- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création d'un local de stockage et de sécurisation pour la DIPN 91	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

CONVENTION N°25003248

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-259 du 25 septembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

La Préfecture de Police de Paris,
Service déconcentré de l'État, SIRET : 177501517 00011, Code APE : 84.24Z,
siège social situé au 9 boulevard du Palais, 75004 PARIS,
représentée par Monsieur Laurent NUÑEZ, Préfet de Police,
ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

d'autre part,

PRÉAMBULE :

Après avoir rappelé :

Que le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet relatif aux mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Police Nationale en Île-de-France.

Que l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes :

Que le renforcement de la sécurité des Franciliens est une priorité régionale depuis 2016.

Que la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence majeure pour notre société comme pour nos concitoyens, et qu'une politique de sécurité associant les collectivités territoriales doit en renforcer l'efficacité tout en contribuant à améliorer le service public ;

Que la présente convention s'inscrit dans le prolongement d'une démarche partenariale initiée de longue date entre l'État et la Région pour moderniser et renforcer les moyens des forces de sécurité intérieure, notamment à travers les précédentes conventions relatives à l'équipement immobilier et désormais mobilier ;

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2025-259 du 25 septembre 2025, la Région Île-de-France décide de soutenir la Préfecture de Police de Paris pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention :

- Création d'un local conçu pour le stockage sécurisé des drones et de leurs batteries au lithium pour la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) de l'Essonne (91) pour un montant prévisionnel de 100 000 € (référence dossier n° 25003248).

La Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable, pour un montant maximum de la subvention fixé à 100 000 € HT.

L'organisme (Etat) récupère la TVA sur ses dépenses.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention. Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que le projet s'inscrive dans une démarche qualité et de respect de l'environnement au cours de toutes les phases de cycles de vie de l'équipement (construction, utilisation, démolition).

Le bénéficiaire s'engage également à ce que la maîtrise d'ouvrage intègre des clauses d'insertion sociales et professionnelles dans les marchés publics relatifs à son opération.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière

d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble

des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans le cadre d'une subvention pour l'acquisition d'un local conçu pour le stockage sécurisé des drones et de leurs batteries au lithium, le bénéficiaire s'engage à apposer à l'entrée du local, le logo de la Région Île-de-France sous la forme d'une plaque avec la mention : « Ici, la région agit pour votre sécurité ».

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La subvention, incluant les acomptes et le solde, est versée par la région d'Ile-de-France à l'Etat (préfecture de police - ministère de l'intérieur et des outre-mer) selon la procédure du fonds de concours pour les administrations de l'Etat.

Le paiement effectué par la Région fait l'objet d'un rattachement sur le budget du ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur le fonds de concours n°1-2-00675 "Participation financement de divers travaux d'équipement" du programme 176 de la police nationale.

Le paiement est effectué par virement bancaire sur le compte de la DRFIP d'Ile-de-France et de Paris.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er mars 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 25 septembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiqués à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que son annexe intitulée "Présentation des projets", adoptée par délibération n° CP2025-259 du 25 septembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
PREFECTURE DE POLICE DE PARIS
Monsieur Laurent NUÑEZ, Préfet

ANNEXE 3 : FICHES PROJETS ET CONVENTIONS SPECIFIQUES (PP - DGGN)

DOSSIER N° 25003354 - Acquisition d'équipements de protection pour la brigade motoportée de la Préfecture de Police de Paris (PP)

Dispositif : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

Imputation budgétaire : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	22 472,00 € TTC	100,00 %	22 472,00 €
Montant total de la subvention			22 472,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS
75004 PARIS 04 RP
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipement de protection pour la brigade motoportée de la Préfecture de Police de Paris (PP)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Dans le cadre de ses missions de maintien de l'ordre public et de sécurisation de sites à forte fréquentation ou à enjeux spécifiques, l'unité motocycliste de la Préfecture de Police, relevant de la Direction de l'Ordre Public et de la Circulation (DOPC), mène régulièrement des opérations de patrouilles moto-portées.

Ces interventions nécessitent un haut niveau de réactivité et d'exposition, notamment pour les effectifs motocyclistes engagés au plus près des événements.

Afin de renforcer la sécurité individuelle des agents motocyclistes et de répondre aux enjeux de prévention des risques liés à la conduite rapide et aux interventions en environnement urbain dense, la région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition de gilets airbag tactiques de dernière génération ainsi que des cartouches associées.

Ce projet s'inscrit pleinement dans une démarche de sécurité et de prévention routière, en contribuant à la protection des agents engagés sur le terrain et à la modernisation de leurs équipements de protection

individuelle.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 20 gilets airbag tactiques ainsi que des cartouches associées	22 472,00	100,00%
Total	22 472,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	22 472,00	100,00%
Total	22 472,00	100,00%

DOSSIER N° 25003276 - Acquisition d'équipements de protection pour les chevaux, ainsi que de drones et de leurs matériels au profit de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale de Seine-et-Marne (77).

Dispositif : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

Imputation budgétaire : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	49 831,00 € TTC	100,00 %	49 831,00 €
Montant total de la subvention			49 831,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS
75004 PARIS 04 RP
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de 2 drones, de leurs batteries et armoires de recharge, ainsi que d'équipements de protection pour la brigade équestre de Seine-et-Marne (77).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

L'opération vise à renforcer les moyens techniques et la sécurisation des équipements utilisés par la Direction Interdépartementale de la Police Nationale de Seine-et-Marne (77).

Elle comprend l'acquisition de 2 armoires de recharge résistantes au feu pour batteries lithium-ion, destinées au stockage et à la recharge des batteries utilisées pour les dispositifs de vidéo mobiles (drones).

Cet investissement répond à un double objectif de sécurisation des locaux et de prévention des risques d'incendie liés aux batteries lithium-ion.

Par ailleurs, le projet prévoit le renouvellement du parc de drones devenu obsolète, par l'acquisition de 2 appareils plus performants, mieux adaptés aux missions dans des conditions de faible luminosité et offrant une discrétion accrue pour les interventions de Police Nationale.

Enfin, l'opération intègre l'achat d'équipements de protection pour la brigade équestre départementale,

afin d'équiper l'ensemble de la cavalerie en moyens de protection adaptés aux différentes interventions.

Cette action s'inscrit dans une démarche globale d'adaptation des moyens matériels aux enjeux opérationnels actuels et de sécurisation des agents et des infrastructures.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 2 drones	23 261,00	46,68%
Acquisition de batteries	9 313,00	18,69%
Acquisition de 2 armoires sécurisées de recharge	12 581,00	25,25%
Acquisition d'équipements de protection pour la brigade équestre de Seine-et-Marne (77)	4 676,00	9,38%
Total	49 831,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	49 831,00	100,00%
Total	49 831,00	100,00%

DOSSIER N° 25003253 - Acquisition de 2 chevaux et d'1 VAN pour l'unité équestre territoriale de la Police Nationale de Seine-Saint-Denis (93)

Dispositif : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

Imputation budgétaire : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS
75004 PARIS 04 RP
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de 2 chevaux et d'1 VAN pour l'unité équestre territoriale de la Police Nationale de Seine-Saint-Denis (93)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

L'unité équestre territoriale de la Direction Territoriale de la Sécurité de Proximité de la Seine-Saint-Denis (PP/DSPAP) dispose des compétences nécessaires pour intervenir sur les espaces naturels régionaux du département. Afin de renforcer ses actions sur un secteur géographique ciblé, il est prévu de mettre en place une surveillance accrue de la Corniche des Forts.

Situé principalement sur la commune de Romainville et s'étendant sur Pantin, Les Lilas et Noisy-le-Sec, le site de la Corniche des Forts couvre environ 55 hectares, ouverts au public et correspondant à un ancien site industriel de carrières de gypse.

Pour garantir la sécurité des usagers et prévenir les actes d'incivilité, le projet prévoit l'acquisition de 2 chevaux supplémentaires et d'1 véhicule de transport (VAN) permettant d'étendre les capacités opérationnelles de l'unité équestre territoriale de la Police nationale de Seine-Saint-Denis.

Cette extension de moyens contribuera à renforcer la présence policière, à sécuriser durablement le site et à assurer aux visiteurs un cadre naturel préservé et serein.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
acquisition de 2 chevaux, équipements de sécurité et d'1 VAN	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25003231 - Acquisition d'1 véhicule de transport, d'1 cheval, ainsi que des équipements et matériels pour la brigade équestre de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) de l'Essonne (91)

Dispositif : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

Imputation budgétaire : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	109 300,00 € TTC	100,00 %	109 300,00 €
	Montant total de la subvention		109 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS
75004 PARIS 04 RP
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'1 véhicule de transport, d'1 cheval, ainsi que des équipements et matériels pour la brigade équestre de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) de l'Essonne (91)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) de l'Essonne souhaite renforcer les moyens de sa brigade équestre, implantée à Draveil sur l'île de loisirs du Port aux Cerises. Cette unité assure des missions de sécurisation à l'échelle départementale et de lutte contre la délinquance, en particulier sur des sites régionaux, notamment ceux gérés par Île-de-France Nature.

Les besoins identifiés portent sur l'acquisition d'1 cheval supplémentaire, ainsi que sur l'équipement complet et les matériels de protection nécessaires à leur engagement opérationnel.

Par ailleurs, l'achat d'1 véhicule de transport d'équidés de type Renault Master STX est également prévu. Accessible avec un permis B, ce véhicule est indispensable pour assurer la mobilité de la brigade dans le cadre de ses missions en zones rurales et périurbaines.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
acquisition d'1 cheval, équipement et matériels de protection	29 500,00	26,99%
acquisition d'1 Véhicule de transport d'équidé STX	79 800,00	73,01%
Total	109 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	109 300,00	100,00%
Total	109 300,00	100,00%

DOSSIER N° 25003230 - Acquisition de 2 véhicules et d'équipements de protection pour la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) des Yvelines (Brigade équestre et cynophile du 78)

Dispositif : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

Imputation budgétaire : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	255 597,00 € TTC	100,00 %	255 597,00 €
Montant total de la subvention			255 597,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS
75004 PARIS 04 RP
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de 2 véhicules et d'équipements de protection pour la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) des Yvelines (Brigade équestre et cynophile du 78)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Les brigades équestre et cynophile de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) des Yvelines interviennent quotidiennement au profit des neuf circonscriptions du département, ainsi que dans le cadre de missions nationales de renfort.

La brigade équestre assure des patrouilles, des actions de sécurisation et de maintien de l'ordre, y compris en zones naturelles et rurales.

La brigade cynophile, quant à elle, est mobilisée pour des missions de recherche et de sécurisation via sa section défense-intervention.

Leur technicité impose un équipement spécifique, la présente demande vise à doter la brigade équestre de 2 véhicules de traction Toyota Hilux, adaptés à l'attelage, ainsi qu'au renouvellement de matériel assurant la sécurité des chevaux et des cavaliers.

Pour la brigade cynophile, l'acquisition de harnais pare-coups est sollicitée, en réponse à des agressions récentes subies par les chiens SCAR (17 avril 2025) et PACO (15 mai 2025) lors d'interventions

sensibles.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
acquisition de 2 véhicules, équipements et matériels de sécurité	255 597,00	100,00%
Total	255 597,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	255 597,00	100,00%
Total	255 597,00	100,00%

DOSSIER N° 25003215 - Acquisition de 2 chevaux ainsi que les équipements de protection afin de renforcer la brigade équestre de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) du Val d'Oise (95)

Dispositif : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

Imputation budgétaire : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	36 000,00 € TTC	100,00 %	36 000,00 €
Montant total de la subvention			36 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS
75004 PARIS 04 RP
Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat
Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de 2 chevaux ainsi que des équipements de protection nécessaires tant pour les chevaux que pour leurs cavaliers afin de renforcer la brigade équestre de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) du Val d'Oise (95)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Créée en septembre 2023, la brigade équestre départementale de la DIPN 95 est composée de 12 cavalières et de 6 chevaux.

Afin de renforcer ses capacités opérationnelles, une demande de subvention est formulée pour l'acquisition de 2 chevaux supplémentaires, portant l'effectif à 8 équidés, ainsi que pour l'achat des équipements nécessaires tant pour les chevaux que pour leurs cavaliers.

Implantée au cœur de la Butte Pinson et de l'espace naturel régional de Boissy, cette unité intervient selon la doctrine nationale d'emploi des unités équestres, avec plusieurs objectifs :

Réaliser des patrouilles de sécurisation, y compris dans des zones inaccessibles aux véhicules, en particulier sur les sites naturels régionaux, notamment ceux gérés par Île-de-France Nature,

Participer ponctuellement aux services d'ordre, en appui à pied pour la gestion de foule, assurer la

surveillance environnementale des espaces naturels, appuyer les services d'enquête dans la recherche de personnes disparues ou en fuite,

Dans cette perspective, une convention est engagée entre la DIPN, le service Bouclier de sécurité de la Région et Île-de-France Nature, afin de coordonner les actions sur les sites concernés.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 2 chevaux et leur équipement de protection pour la DIPN 95	36 000,00	100,00%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	36 000,00	100,00%
Total	36 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25003204 - Acquisition d'1 commissariat mobile de commandement opérationnel pour la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) du Val d'Oise (95)

Dispositif : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

Imputation budgétaire : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	195 000,00 € TTC	100,00 %	195 000,00 €
	Montant total de la subvention		195 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PREFECTURE POLICE PARIS

Adresse administrative : 9 BOULEVARD DU PALAIS
75004 PARIS 04 RP

Statut Juridique : Service Déconcentré de l'Etat

Représentant : Monsieur LAURENT NUNEZ, Préfet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'1 commissariat mobile de commandement opérationnel pour la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) du Val d'Oise (95)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La Direction Interdépartementale de la Police Nationale du Val-d'Oise souhaite acquérir 1 fourgon de commandement opérationnel équipé. Ce véhicule constituera un commissariat mobile permettant la gestion en temps réel d'opérations de sécurité ou d'événements exceptionnels. Il offrira un espace autonome, sécurisé et adapté pour coordonner l'action des unités sur le terrain.

Ce véhicule permettra la prise de plainte directement sur site au plus près des victimes, notamment dans les zones rurales ou mal desservies, renforçant ainsi l'efficacité et la réactivité des forces de l'ordre au bénéfice de l'ensemble des populations, y compris les territoires éloignés des commissariats.

Doté d'équipements de communication et de planification, ce fourgon facilitera également la transmission d'informations entre services, l'organisation des moyens engagés, ainsi que la diffusion des consignes. Il jouera également un rôle logistique en intégrant les outils nécessaires à la conduite stratégique des opérations.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un commissariat mobile de commandement opérationnel	195 000,00	100,00%
Total	195 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	195 000,00	100,00%
Total	195 000,00	100,00%

DOSSIER N° 24003695 - Soutien à l'acquisition de 12 véhicules pour la Gendarmerie Nationale

Dispositif : Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement) (n° 00001227)

Imputation budgétaire : 901-11-204111-111001-300

Action : 11100101- Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sécurité et aide aux victimes (investissement)	771 821,00 € TTC	100,00 %	771 821,00 €
Montant total de la subvention			771 821,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DGGN DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Adresse administrative : 4 RUE CLAUDE BERNARD
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Statut Juridique : Ministère

Représentant : Monsieur HUBERT BONNEAU, Directeur général de la Gendarmerie Nationale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de 12 véhicules pour la gendarmerie nationale

Dates prévisionnelles : 22 mars 2024 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Dans le cadre du soutien régional à la modernisation et à l'adaptation des moyens des forces de l'ordre, 12 véhicules sont proposés à la subvention pour la Gendarmerie Nationale.

Parmi eux, un véhicule de transport d'équidés (PL) destiné à renforcer la capacité opérationnelle des unités équestres lors d'événements sportifs et culturels, garantissant mobilité, sécurité et réactivité.

La Région de Gendarmerie d'Île-de-France (RGIF) s'engage également dans la transition écologique en sollicitant 2 minibus électriques 9 places pour les liaisons entre casernes.

Par ailleurs, le groupement de Seine-et-Marne prévoit la mise en service d'un commissariat mobile à Béton-Bazoches, dans le cadre du plan national de création de 239 brigades, afin de renforcer la proximité avec la population.

Enfin, l'État-Major de la RGIF demande l'acquisition de 8 véhicules supplémentaires : 2 minibus 9 places, 2 utilitaires électriques et 4 véhicules légers électriques, adaptés aux contraintes environnementales croissantes et aux besoins de mobilité opérationnelle sur l'ensemble du territoire francilien.

Localisation géographique :

- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 véhicule de transport d'équidés	308 606,00	39,98%
2 véhicules Jumpy électriques de transport 9 places	83 039,00	10,76%
4 véhicules E-208 légers électriques	119 874,00	15,53%
2 véhicules Jumpy électriques utilitaires	82 299,00	10,66%
2 véhicules thermiques de transport 9 places	56 514,00	7,32%
1 véhicule Citroën Jumper (commissariat mobile)	121 489,00	15,74%
Total	771 821,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	771 821,00	100,00%
Total	771 821,00	100,00%

CONVENTION DE FINANCEMENT RÉGIONAL D'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS AU BÉNÉFICE DE LA POLICE NATIONALE EN ÎLE-DE-FRANCE

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-259 du 25 septembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

La Préfecture de Police de Paris,
Service déconcentré de l'État, SIRET : 177501517 00011, Code APE : 84.24Z,
siège social situé au 9 boulevard du Palais, 75004 PARIS,
représentée par Monsieur Laurent NUÑEZ, Préfet de Police,
ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

d'autre part,

PRÉAMBULE :

Après avoir rappelé :

Que le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet relatif aux mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Police Nationale en Île-de-France.

Que l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes :

Que le renforcement de la sécurité des Franciliens est une priorité régionale depuis 2016.

Que la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence majeure pour notre société comme pour nos concitoyens, et qu'une politique de sécurité associant les collectivités territoriales doit en renforcer l'efficacité tout en contribuant à améliorer le service public ;

Que la présente convention s'inscrit dans le prolongement d'une démarche partenariale initiée de longue date entre l'État et la Région pour moderniser et renforcer les moyens des forces de sécurité intérieure, notamment à travers les précédentes conventions relatives à l'équipement immobilier et désormais mobilier ;

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2025-259 du 25 septembre 2025, la Région Île-de-France décide de soutenir la Préfecture de Police de Paris pour la réalisation des opérations suivantes dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention :

- Acquisition d'un commissariat mobile de commandement opérationnel pour la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) du Val d'Oise (95) pour un montant prévisionnel de 195 000 € (référence dossier n°25003204).
- Acquisition de 2 chevaux ainsi que les équipements de protection afin de renforcer la brigade équestre de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) du Val d'Oise (95) pour un montant prévisionnel de 36 000 € (référence dossier n°25003215).
- Acquisition de 2 véhicules et d'équipements de protection pour la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) des Yvelines (Brigade équestre et cynophile du 78) pour un montant prévisionnel de 255 597 € (référence dossier n°25003230).
- Acquisition d'1 véhicule de transport, d'1 cheval, ainsi que des équipements et matériels pour la brigade équestre de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN) de l'Essonne (91) pour un montant prévisionnel de 109 300 € (référence dossier n°25003231).
- Acquisition de deux chevaux et d'un VAN pour l'unité équestre territoriale de la Police Nationale de Seine-Saint-Denis (93) pour un montant prévisionnel de 100 000 € (référence dossier n°25003253).
- Acquisition d'équipements de protection pour la brigade motoportée de la Préfecture de Police de Paris (PP) pour un montant prévisionnel de 22 472 € (référence dossier n°25003354).
- Acquisition d'équipements de protection pour les chevaux, ainsi que de drones et de leurs matériels au profit de la Direction Interdépartementale de la Police Nationale de Seine-et-Marne (77) pour un montant prévisionnel de 49 831 € (référence dossier n°25003276).

La Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable, pour un montant maximum cumulé de l'ensemble des subventions fixé à 768 200 € TTC.

L'organisme (Etat) ne récupère pas la TVA sur ses dépenses.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que le projet s'inscrive dans une démarche qualité et de respect de l'environnement au cours de toutes les phases de cycles de vie de l'équipement (construction, utilisation, démolition).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds

notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date,

plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans le cadre d'une subvention pour l'acquisition de chevaux, de véhicules adaptés à leur transport (VAN), de véhicule tout-terrain de type 4x4, d'un commissariat mobile, de drones et d'équipements de sécurité cynophiles, le bénéficiaire s'engage à apposer le logo de la Région Île-de-France sur les tapis de selle des équidés, sur les flancs (droit et gauche) et à l'arrière des véhicules et vans, ainsi que sur les drones et tout équipement associé aux unités cynophiles.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Chaque subvention fait l'objet d'une affectation et d'un engagement différent et les modalités de la convention s'applique individuellement à chaque subvention.

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense

et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La subvention, incluant les acomptes et le solde, est versée par la région d'Ile-de-France à l'Etat (préfecture de police - ministère de l'intérieur et des outre-mer) selon la procédure du fonds de concours pour les administrations de l'Etat.

Le paiement effectué par la Région fait l'objet d'un rattachement sur le budget du ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur le fonds de concours n°1-2-00675 "Participation financement de divers travaux d'équipement" du programme 176 de la police nationale.

Le paiement est effectué par virement bancaire sur le compte de la DRFIP d'Ile-de-France et de Paris.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 25 septembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiqués à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que son annexe intitulée “Présentation des projets”, adoptée par délibération n° CP2025-259 du 25 septembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
PREFECTURE DE POLICE DE PARIS
Monsieur Laurent NUÑEZ, Préfet

CONVENTION N°24003695

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2025-259 du 25 septembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Direction Générale de la Gendarmerie Nationale
dont le statut juridique est : service déconcentré de l'Etat
N° SIRET : 157000019 00461
Code APE : 84.22Z
dont le siège social est situé au : 4 rue Claude Bernard 92136 Issy-les-Moulineaux
ayant pour représentant Monsieur Hubert BONNEAU, Général
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PRÉAMBULE :

Après avoir rappelé :

Que le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet relatif aux mesures d'urgence en faveur de la modernisation des équipements de la Gendarmerie Nationale en Île-de-France.

Que l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes :

Que le renforcement de la sécurité des Franciliens est une priorité régionale depuis 2016.

Que la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence majeure pour notre société comme pour nos concitoyens, et qu'une politique de sécurité associant les collectivités territoriales doit en renforcer l'efficacité tout en contribuant à améliorer le service public ;

Que la présente convention s'inscrit dans le prolongement d'une démarche partenariale initiée de longue date entre l'État et la Région pour moderniser et renforcer les moyens des forces de sécurité intérieure, notamment à travers les précédentes conventions relatives à l'équipement immobilier et désormais mobilier ;

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2025-259 du 25 septembre 2025, la Région Île-de-France décide de soutenir la direction de la Gendarmerie Nationale pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention :

- Acquisition de 12 véhicules destinés à renforcer la capacité opérationnelle des unités de Gendarmerie nationale pour un montant prévisionnel de 771 821 € (référence dossier n°24003695).

La Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable, pour un montant maximum de la subvention fixée à 771 821 € TTC.

L'organisme (Etat) ne récupère pas la TVA sur ses dépenses.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention. Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que le projet s'inscrive dans une démarche qualité et de respect de l'environnement au cours de toutes les phases de cycles de vie de l'équipement (construction, utilisation, démolition).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à

l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans le cadre d'une subvention pour l'acquisition de véhicules adaptés au transport de chevaux (VAN), d'un commissariat mobile, de véhicule de transport, le bénéficiaire s'engage à apposer le logo de la Région Île-de-France sur les flancs (droit et gauche) et à l'arrière des véhicules et vans.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas

transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

La subvention, incluant les acomptes et le solde, est versée par la région d'Ile-de-France à l'Etat (préfecture de police - ministère de l'intérieur et des outre-mer) selon la procédure du fonds de concours pour les administrations de l'Etat.

Le paiement effectué par la Région fait l'objet d'un rattachement sur le budget du ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur le fonds de concours n°1-2-00675 "Participation financement de divers travaux d'équipement" du programme 176 de la police nationale.

Le paiement est effectué par virement bancaire sur le compte de la DRFIP d'Ile-de-France et de Paris.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 22 mars 2024 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 25 septembre 2025.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiqués à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que son annexe intitulée "Présentation des projets", adoptée par délibération n° CP2025-259 du 25 septembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Direction Générale de la Gendarmerie Nationale
Monsieur Hubert BONNEAU, Général